ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes, le 12 juin 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "sur le Commissariat général de la police judiciaire près les parquets", a donné le 10 juillet 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 12 juni 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het Commissariaat-generaal van de gerechtelijke politie bij de parketten", heeft op 10 juli 1991 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

1. Les alinéas 1er et 4 devraient être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire des parquets, notamment l'article 10;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte orga-nisation de la Sûreté publique, notamment l'article 1er remplacé par l'arrêté royal du 18 août 1964 et modifié par les arrêtés royaux du 2 décembre 1969 et du 3 juin 1991 et l'article 2 remplacé par l'arrêté royal du 3 juin 1991;

Vu l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 relatif au comité régulateur des polices judiciaires des parquets, notamment l'article 3 modifié par les arrêtés royaux du 12 décembre 1952 et du 11 mars 1975;".

2. L'arrêté royal du 14 octobre 1966, visé à l'alinéa 5, ne contient qu'une seule disposition autonome qui n'est pas modifiée par l'arrêté en projet.

L'alinéa 5 doit donc être omis.

3. L'alinéa 6, devenant l'alinéa 5, doit être complété par les mots "donné le 10 octobre 1990".

DISPOSITIF.

Il faut écrire en français : "Chapitre Ier" et "Article 1er".

Article 2.

A l'alinéa 1er, à la fin du 9E, il faut omettre les mots "comme il est dit à l'article 5".

Article 5.

1. A l'alinéa 1er, les mots "pendant un temps déterminé" ne sont pas assez précis pour figurer dans un texte normatif. Il y a lieu de déterminer la durée du mandat attribué au magistrat du parquet général.

2. Au début de l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "Le magistrat mentionné à l'alinéa 1er ... ".

Dans le texte néerlandais, la date de l'arrêté du Régent manque.

A la fin du même alinéa, il y a lieu de supprimer les mots "modifié par les arrêtés ...", l'usage étant de ne pas faire mention, dans le dispositif, des modifications subies par la loi ou l'arrêté visé.

3. A l'alinéa 3, il convient de supprimer le mot "bon" avant le mot "fonctionnement".

Article 6.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Il est créé un conseil de direction composé :

1E du commissaire général;

2E des officiers commissaires généraux adjoints;

3Ed'un officier commissaire en chef par cour d'appel.

L'officier commissaire en chef est désigné par le procureur général de la Cour d'appel sur présentation des officiers commandant une brigade dans le ressort de cette cour.

La désignation des officiers commissaires en chef est faite pour une durée de deux ans renouvelable.

Un suppléant ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

A l'alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "nomination" par le mot "fonction".

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être ré-digé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

A l'alinéa 1er, il faut écrire "Sur la proposition ...".

L'observation vaut pour la suite du dispositif.

Article 9.

La rédaction suivante est proposée :

"Sur la proposition des procureurs généraux des Cours d'appel, le Roi nomme le commissaire général.

Nul ne peut être nommé commissaire général s'il n'est soit :

1Ecommissaire général adjoint;

2Eofficier commissaire en chef aux délégations judiciaires;

3Eofficier commissaire principal de 1ère classe aux délé-gations judiciaires ayant au moins trois ans d'ancienneté dans ce grade".

Article 10.

1. A l'article 5, il faut écrire en français "dans l'intérêt du service".

2. Les alinéas 6 et 7 doivent être intervertis.

3. A l'alinéa 6, devenant l'alinéa 7, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais; il faut écrire en néerlandais : "Indien het advies van de commissa-ris-generaal ...".

4. L'alinéa 7, devenant l'alinéa 6, serait mieux rédigé comme suit :

"Le commissaire général donne son avis après avoir entendu l'intéressé".

Article 11.

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Pour l'exercice des missions prévues aux articles 3 et 4 et pour la liaison avec la gendarmerie et la police communale, le commissaire général et ses adjoints sont assistés de membres de la gendarmerie et de la police communale qui sont placés sous leur direction mais qui gardent leur statut propre".

Article 14.

Les mots "relations de service" sont trop vagues. Ils doivent être précisés.

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 15.

1. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 3, il y a lieu de remplacer le mot "susvisé" par les mots "visé à l'alinéa 1er" et de supprimer les mots "précédemment cité".

En outre, il faudrait écrire dans le texte néerlandais "gedetacheerd aan" au lieu de "gedetacheerd bij".

3. Les alinéas 6, 7 et 8 appellent les mêmes observations que celles qui sont formulées à propos des alinéas 5, 6 et 7 de l'article 10 du projet.

Article 16.

1. Au paragraphe 1er, il faut écrire :

"... qui porte organisation de la Sûreté publique, remplacé par l'arrêté royal du 18 août 1964 et modifié par les arrêtés royaux du 2 décembre 1969 et du 3 juin 1991, les paragraphes 6 et 7 sont abrogés".

2. Au paragraphe 2, il faut écrire :

"... du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 3 juin 1991, les paragraphes 1er et 2 sont abrogés".

3. Au paragraphe 3, il faut écrire "le paragraphe 3 et le paragraphe 4 deviennent respectivement le pa- ragraphe 1er et le paragraphe 2".

4. Le texte néerlandais du paragraphe 4 devrait être rédigé sur le modèle du texte qui a été proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

Dans la phrase liminaire de l'article, il faut écrire : "... modifié par les arrêtés royaux du 12 décembre 1952 et du 11 mars 1975, est ajouté un 4E rédigé comme suit :".

Article 18.

L'article 10 de l'arrêté royal du 7 mai 1921 n'ayant pas été modifié, l'article en projet doit être rédigé comme suit :

"L'article 10 de l'arrêté royal du 7 mai 1921 portant organisation de la police judiciaire des parquets, est abrogé".

OBSERVATION FINALE.

L'arrêté royal du 3 juin 1991, visé notamment dans l'article 16 du projet n'est pas encore publié au Moniteur belge et n'est donc pas encore entré en vigueur. Il conviendra dès lors qu'il soit publié au plus tard en même temps que l'arrêté en projet.

AANHEF.

1. Het eerste en het vierde lid zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de Openbare Veiligheid, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 december 1969 en 3 juni 1991, en op artikel 2, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 juni 1991;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 mei 1949 betreffende het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 december 1952 en 11 maart 1975;".

2. Het koninklijk besluit van 14 oktober 1966, genoemd in het vijfde lid, bevat slechts één zelfstandige bepaling die door het ontworpen besluit niet wordt gewijzigd.

Het vijfde lid moet dus vervallen.

3. Het zesde lid, dat het vijfde lid wordt, moet worden aangevuld met de woorden "gegeven op 10 oktober 1990".

BEPALEND GEDEELTE.

In de Franse tekst behoort er te worden geschreven :

"Chapitre Ier" en "Article Ier".

Artikel 2.

Aan het slot van punt 9E, in het eerste lid, behoren de woorden "zoals bepaald in artikel 5" te vervallen.

Artikel 5.

1. In het eerste lid zijn de woorden "voor een bepaalde tijd" onvoldoende duidelijk om in een normatieve tekst voor te komen. Er moet worden bepaald voor welke duur het mandaat aan de magistraat van het parket-generaal wordt verleend.

2. Het zou beter zijn aan het begin van het tweede lid te schrijven : "De magistraat vermeld in het eerste lid ..." .

In datzelfde lid ontbreekt de datum van het besluit van de Regent.

Aan het slot van hetzelfde lid moeten de woorden "gewijzigd bij de koninklijke besluiten ..." vervallen, daar het gebruikelijk is om in het bepalend gedeelte geen melding te maken van de wijzigingen die de bedoelde wet of het bedoelde besluit heeft ondergaan.

3. In het derde lid behoort het woord "goede" voor het woord "werking" te vervallen.

Artikel 6.

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"Er wordt een raad van bestuur ingesteld, bestaande uit :

1Ede commissaris-generaal;

2Ede officieren-adjunct-commissarissen-generaal;

3Eeen officier-hoofdcommissaris per hof van beroep.

De officier-hoofdcommissaris wordt door de procureur-generaal van het hof van beroep aangewezen op de voordracht

van de officieren belast met de bevelvoering over een brigade in het ambtsgebied van dat hof.

De officieren-hoofdcommissarissen worden aangewezen voor de duur van twee jaar, welke kan worden vernieuwd.

Op dezelfde basis wordt een plaatsvervanger aangewezen".

Artikel 7.

In het tweede lid behoort het woord "benoeming" te worden vervangen door het woord "ambt".

Men schrijve dus : "kandidaten voor een ambt waaraan de bevelvoering over een brigade is verbonden".

Artikel 8.

In het eerste lid schrijve men "Op de voordracht van ...".

De opmerking geldt voor het vervolg van het bepalend gedeelte.

Artikel 9.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"De Koning benoemt de commissaris-generaal op de voordracht van de procureurs-generaal van de hoven van beroep.

Niemand kan tot commissaris-generaal worden benoemd tenzij hij :

1Eofwel adjunct-commissaris-generaal is;

2Eofwel officier-hoofdcommissaris voor gerechtelijke opdrachten;

3Eofwel officier-eerstaanwezend commissaris eerste klasse voor gerechtelijke opdrachten met ten minste drie jaar anciënniteit in die graad".

Artikel 10.

1. In het vijfde lid schrijve men in de Franse tekst "dans l'intérêt du service".

2. De volgorde van het zesde en het zevende lid moet worden omgekeerd.

3. In het zesde lid, dat het zevende lid wordt, is er een discrepantie tussen de Nederlandse en de Franse tekst; in de Nederlandse tekst schrijve men : "Indien het advies van de commissaris-generaal ...".

4. Het zou beter zijn het zevende lid, dat het zesde lid wordt, als volgt te redigeren :

"De commissaris-generaal geeft zijn advies na de betrokkenen te hebben gehoord".

Artikel 11.

Het artikel zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 11. De Minister van Justitie bepaalt het bestand van het administratieve en technische personeel ... (voorts zoals in het eerste lid).

De commissaris-generaal geeft advies omtrent de volgende maatregelen die betrekking hebben op dit personeel :

1Ede aanstelling bij het commissariaat-generaal en elke wijziging daarvan;

2Ede aanvragen om verlof, met uitzondering van de jaarlijkse vakantie;

3Ede aanvragen tot vermindering van prestaties;

4Ede bevorderingen en de voordrachten voor bevorderingen.

Hij organiseert het werk van het personeel, bepaalt de werktijden en de data van de jaarlijkse vakantie, hij brengt de bevoegde overheid op de hoogte van feiten die van een aard zijn om een tuchtprocedure te rechtvaardigen".

Artikel 12.

Er wordt voorgesteld het artikel als volgt te redigeren :

"De commissaris-generaal en zijn adjuncten worden voor de uitoefening van hun taken omschreven in de artikelen 3 en 4 en voor de verbinding met de rijkswacht en de gemeentepolitie bijgestaan door leden van de rijkswacht en de gemeentepolitie die onder hun leiding staan doch hun eigen statuut behouden".

Artikel 14.

Het woord "dienstbetrekkingen" is te vaag. Het moet nader worden omschreven.

In het tweede lid schrijve men "onder meer" in plaats van "ondermeer", "Bestuur Algemene Rijkspolitie" in plaats van "Bestuur Algemene Rijks Politie" alsook "artikelen" in plaats van "artikels".

Artikel 15.

1. In het eerste lid schrijve men "De bevelvoering over ...".

2. In het derde lid moet het woord "bovenvermelde" worden vervangen door de woorden "in het eerste lid bedoelde" en moeten de woorden "hiervoor vermeld" vervallen.

Bovendien schrijve men "gedetacheerd aan" in plaats van "gedetacheerd bij".

3. Bij het zesde, het zevende en het achtste lid zijn dezelfde opmerkingen te maken als die welke zijn geformuleerd in verband met het vijfde, het zesde en het zevende lid van artikel 10 van het ontwerp.

Artikel 16.

1. In paragraaf 1 schrijve men :

"... houdende inrichting van de Openbare Veiligheid, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 2 december 1969 en 3 juni 1991, worden de paragrafen 6 en 7 opgeheven".

2. In paragraaf 2 schrijve men :

"... van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 3 juni 1991, worden de paragrafen 1 en 2 opgeheven".

3. In paragraaf 3 schrijve men :

"... worden paragraaf 3 en paragraaf 4 respectievelijk paragraaf 1 en paragraaf 2".

4. Paragraaf 4 zou geredigeerd moeten worden naar het model van de tekst die voor artikel 11 is voorgesteld.

Artikel 17.

In de inleidende volzin van het artikel behoort er te worden geschreven : "... betreffende het comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 12 december 1952 en 11 maart 1975, wordt een 4E ingevoegd, luidende :".

Artikel 18.

Aangezien artikel 10 van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 niet gewijzigd is, moet het ontworpen artikel als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 10 van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie bij de parketten, wordt opgeheven".

SLOTOPMERKING.

Het koninklijk besluit van 3 juni 1991, waarnaar onder meer wordt verwezen in artikel 16 van het ontwerp, is nog niet bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad en is dus nog niet in werking getreden. Het zal dus uiterlijk tegelijk met het ontworpen besluit bekend moeten worden gemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.